

Entre guerre du Kosovo et élections

L'Europe, un héritage commun à défendre



HAMILTON DE OLIVEIRA

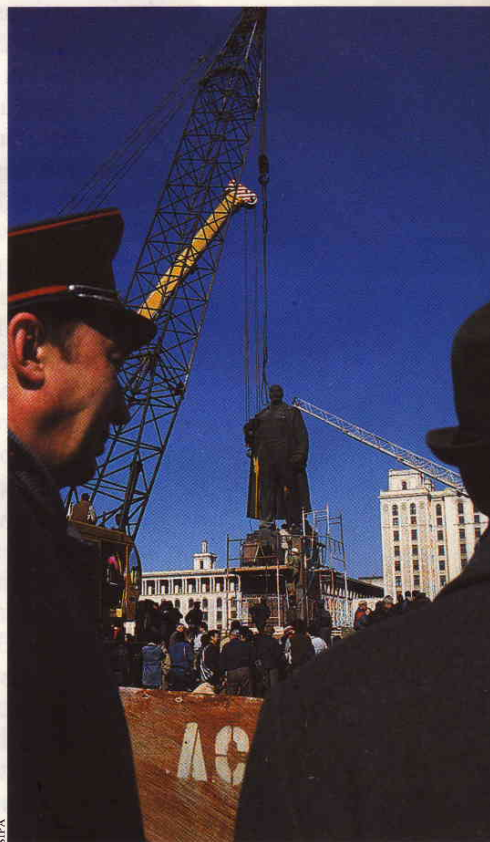
Gérard-François Dumont est professeur à l'université de Paris-Sorbonne. Successivement dirigeant d'entreprise, consultant, haut fonctionnaire (recteur de l'Académie de Nice) et universitaire, il est l'auteur (en collaboration avec 23 chercheurs européens) des *Racines de l'identité européenne* (Economica).

La crise du Kosovo symbolise-t-elle, selon vous, l'échec ou, au contraire, la naissance de l'Europe ?

Gérard-François Dumont – C'est incontestablement son échec. Cette crise a pu se développer parce que, après 1989, les Européens ne sont pas parvenus à organiser la paix sur leur continent. Au moment de l'implosion soviétique, il aurait fallu élaborer rapidement un traité de paix entre l'ensemble des pays européens, mettre en œuvre une force de paix européenne et l'ouvrir largement aux peuples de l'Est. Je le dis d'autant plus tranquillement que j'avais défendu cette option à l'époque. Comme Helmut Kohl a compris qu'il fallait réunifier l'Allemagne, il fallait saisir l'opportunité historique de changer la nature de la construction européenne. Et l'ouvrir à l'ensemble des pays du Conseil de l'Europe. Il ne s'agissait pas d'appliquer à chacun de ces pays toutes les règles de l'Union européenne, mais de les considérer tout de suite pour ce qu'ils étaient : des composantes de l'identité européenne.

Vous venez de diriger un ouvrage collectif sur les racines de cette identité. Comment peut-on la définir ?

G.-F. D. – Elle repose sur quatre valeurs spécifiques à l'ensemble européen par leur intensité et leur complémentarité : la liberté, l'égalité (incluant respect et tolérance), la créativité et la séparation des pouvoirs. Quatre valeurs construites au fil des siècles par les différents peuples européens. Je ne reviens pas sur la notion de liberté. Mais il est important de souligner que l'esprit d'égalité (respect et tolérance) s'est forgé très vite en Europe, notamment dans le domaine social. C'est une spécificité forte de ce qui va constituer l'identité européenne. A l'origine, l'égalité est mise en œuvre dans un cadre religieux (monastères et évêques jouent un rôle décisif dans ce que l'on appellerait aujourd'hui l'humanitaire à destination des plus pauvres), mais, très rapidement, la politique sociale investit le champ civique. La séparation des pouvoirs est également une donnée fondamentale. Elle a nourri le développement de la civilisation européenne dès le Moyen Âge, en particulier à travers le phénomène des autonomies communales. Le pouvoir spirituel, les évêques pour simplifier, accepte que la direction des villes soit assumée par un pouvoir civil reconnu par les autorités religieuses et royales. De même, lorsque les premières universités se créent en Europe, les religieux les laissent s'organiser comme des communautés autonomes.



Lénine déboulonné à Bucarest. L'Europe réagit avec dix ans de retard à l'implosion du bloc communiste. N'aurait-il pas fallu considérer aussitôt les pays de l'Est comme des composantes de l'identité européenne ?

En quoi la notion de créativité est-elle typiquement européenne ?

G.-F. D. – La civilisation européenne fut toujours incroyablement créative. Prenez l'exemple de l'art roman et de l'art gothique. Un Martien qui débarquerait en Europe considérerait que l'un et l'autre sont l'expression de deux civilisations totalement différentes. Selon le premier, il faut se recueillir dans un cadre peu éclairé... L'autre suggère au contraire que la présence de Dieu vient de la lumière qui jaillit dans la cathédrale. Cet exemple est tout un symbole : la civilisation européenne ne se satisfait jamais de l'état dans laquelle elle est. Elle invente en permanence. Et cette créativité est inséparable de la notion d'ouverture. Il s'agit d'une créativité tournée vers les autres. Dans la civilisation chinoise, on trouve des inventions antérieures à certaines inventions européennes. Mais lorsqu'on a découvert une technologie nouvelle, on ne la développe guère et on la garde pour soi. L'Europe a toujours eu la volonté de diffuser ses innovations. Cette différence est fondamentale.

Pour vous, l'identité européenne serait une sorte d'union « plurielle » où chaque pays apporterait sa pierre à un universel commun. D'où vient celui-ci ?

G.-F. D. – Il vient de la construction historique de l'Europe. Il ne faut jamais oublier que celle-ci existait avant les nations. Si on lit Hésiode ou Cicéron, on trouve dans leurs écrits une philosophie qui correspond déjà aux quatre valeurs évoquées. L'identité européenne n'est pas une construction d'aujourd'hui, c'est un héritage historique et culturel façonné peu à peu par la pensée et le comportement des hommes... La force de l'Europe est de se nourrir de la diversité des identités de ses différents territoires. La Grande-Bretagne apporte son sens du pragmatisme, la France l'ouverture à l'universel, les Pays-Bas leur pratique du consensus, l'Allemagne celle du fédéralisme, l'Italie sa dynamique urbaine, etc. C'est en respectant les valeurs de cet héritage que l'on parviendra à construire l'idéal dont nous avons besoin pour qu'il n'y ait plus jamais ce que j'appelle les « guerres civiles européennes », c'est-à-dire 1914-18 et 1939-45. Bien sûr, il y a toujours une marge entre valeurs « idéales » et vécu quotidien. Mais chaque fois qu'un pays d'Europe refuse de respecter l'universel commun, il se met à l'écart de l'identité européenne et trahit sa propre identité. Chaque fois qu'au cours des siècles on a voulu imposer une construction impériale de l'Europe, elle a échoué.

La notion d'universel commun fait appel à une dimension culturelle. Faut-il en conclure que le critère géographique n'est pas pertinent pour parler de l'identité européenne ?

G.-F. D. – On ne peut enfermer l'Europe dans une géographie. Souvenez-vous des débats sur la frontière est et de la célèbre formule du général de Gaulle... En fait, l'Oural n'est pas une barrière géographique, Brest-Litovsk non plus. Pour moi, l'Europe va jusqu'à Vladivostok, mais pour des raisons culturelles, non géographiques. De même, si l'on regarde les autres frontières de l'Europe, et notamment celles de l'ouest, tout paraît simple puisqu'il y a l'Atlantique... Mais si l'on étudie l'histoire des peuples européens de l'Atlantique, une évidence s'impose immédiatement : l'identité européenne de la Grande-Bretagne et du Portugal n'est pas tou- ...

La révolution des Œillets en 1974 (ci-dessous) fera entrer le Portugal dans le jeu européen. Auparavant tourné vers l'Amérique latine et l'Afrique, il laissait le premier rôle sur le Vieux Continent à l'Espagne.



... jours allée de soi. La Grande-Bretagne s'est sentie européenne pendant le Moyen Age puis, pendant quatre siècles, elle s'est tournée vers le grand large et concentrée sur la construction et la gestion de son empire. Son comportement n'est redevenu européen qu'avec la perte de cet empire. De même, pendant des siècles, le Portugal adossé à l'Espagne n'avait aucun espoir de jouer un rôle politique en Europe. Il s'intéressa à l'outre-Atlantique, d'abord en Amérique latine, puis en Afrique. Le Portugal ne deviendra européen qu'après la révolution des Œillets. Le raisonnement vaut au sud-est pour la Turquie : d'un point de vue géographique, elle est européenne puisqu'une partie de son territoire s'étend au nord du Bosphore. Mais d'un point de vue culturel, la question n'est pas tranchée : les Turcs choisiront-ils d'adhérer aux valeurs qui fondent notre identité, ou privilégieront-ils un nationalisme turc et l'héritage musulman ? Dimension culturelle, l'identité européenne peut être géographiquement mouvante au cours des siècles. Sous Auguste, elle fait le tour de la Méditerranée. La Tunisie, par exemple, adhère alors à ces valeurs.

Pour certains Européens, l'épanouissement de cette identité européenne ne pourrait se faire qu'aux dépens des identités nationales, d'où, en France, le débat entre souverainistes et fédéralistes...

G.-F. D. – La vraie question est en réalité celle de la subsidiarité, autrement dit la nécessité de régler les problèmes au niveau le plus proche possible. Or ce principe n'est pas appliqué en Europe et cela fait problème. On se préoccupe moins d'y construire la paix que d'y faire interdire partout les tondeuses à gazon le dimanche... C'est à cette question de la subsidiarité qu'il faut s'attaquer. D'autant qu'en plein processus de mondialisation, la subsidiarité est un outil d'une efficacité extraordinaire.

Si le débat existe, notamment en France, n'est-ce pas parce que l'on ne ne sait pas très bien quel système politique – fédéral, confédéral... – on veut construire ?

G.-F. D. – Il faut se méfier des mots et des problèmes de sémantique. Adoptons plutôt la sagesse espagnole : à Madrid, on ne cherche pas à décider si l'Espagne est fédérale ou confédérale... On essaie de trouver les solutions porteuses de bien commun pour les différentes communautés espagnoles et pour la société en général. De même, il convient d'être pragmatique pour la construction européenne et de refuser toute attitude doctrinale. Les objectifs fondamentaux de l'Europe sont connus : assurer la paix sur le continent et le bien-être des populations et aider les pays les plus pauvres du monde à se développer. A partir de là, imaginons le meilleur moyen de les réaliser. Certains considéreraient que le traité de Maastricht devait être à prendre ou à laisser. Avec la construction de l'euro, on a vu que tel ou tel pays pouvait fort bien formuler des réserves sur tel ou tel aspect.

Quel est le principal défi lancé aujourd'hui à l'identité européenne ?

G.-F. D. – Rattraper le temps perdu ! Si nous voulons que la paix soit durable en Europe, il faut élaborer le plus vite possible un traité de paix et une force militaire pour la faire respecter dès le début du prochain siècle. L'affaire du Kosovo doit servir d'aiguillon. C'est à ce prix que l'Europe sera un facteur de paix et de développement plutôt qu'un ensemble impuissant à faire respecter ses valeurs sur son propre continent. Notre avenir dépend des perspectives d'identité que l'Europe saura promouvoir.

Propos recueillis par M.-P. V. et O. J.

Emma Bonino, chargée des questions humanitaires à la Commission de Bruxelles (ci-dessous), représente un des objectifs de l'Europe : aider au développement des pays les plus pauvres du monde.



Le Bosphore à Istanbul. A cheval sur deux continents, la Turquie peut revendiquer une appartenance européenne. Mais l'histoire du pays et sa culture musulmane l'orientent aussi vers d'autres valeurs.